

# Connaissez-vous ceux qui décident à notre place ?

## Réflexions autour du libéralisme (1)

Certes, chacun a entendu parler de la Commission européenne, de l'OMC, du FMI !, puisque ces institutions, qui nous imposent – avec l'argent du contribuable- leurs lois et le libéralisme à tout crin, ont pignon sur rue. Mais combien connaissent les véritables décideurs du monde ? Ces personnalités influentes qui ont leurs grandes entrées auprès de Bush, auprès de Pascal Lamy, directeur de l'OMC, auprès de Strauss-Kahn, le nouveau Président du F.M.I. ou du Président de la Commission européenne, et qui ont, tous, intérêt à voir la religion (re)prendre un rôle majeur pour asseoir leur pouvoir ?

Je vous en citerai deux, d'abord le Forum économique mondial de Davos, puis le groupe de Bilderberg.

Déclaration du Forum économique mondial de Davos (WEF, World Economic Forum) : c'est « une rencontre d'hommes politiques et de chefs d'entreprise qui a pour objectif de fournir un environnement de collaboration aux plus puissants de ce monde, dans le but d'améliorer la situation économique. » Rien de caché, mais un objectif qui devrait faire hurler : ainsi, les hommes politiques, issus, au moins dans les démocraties occidentales, du suffrage populaire, avec l'objectif de construire une société propre à faire vivre le mieux du monde les citoyens de leurs pays, prennent leurs ordres des multinationales !

Créé en 1970 par quelques patrons d'entreprise pour trouver une réponse européenne aux défis de l'internationalisation des économies, il s'est peu à peu à peu élargi pour devenir un club planétaire de décideurs qui a même créé en 1998 un

partenariat avec l'ONU pour permettre l'implication des entreprises dans la résolution des problèmes qui affectent la planète ; c'est pourquoi, en plus de l'objectif affiché de promouvoir la mondialisation et la gestion libérale des économies, le WEF s'affiche soucieux de lutter contre la pauvreté, les discriminations ou les guerres !

Evidemment, le rapport annuel du WEF sur la compétitivité des Etats, avec satisfecit, recommandations et critiques est très lu et mis en application par nos dirigeants nationaux, européens et internationaux : libre circulation des capitaux, ouverture des frontières, stabilité des prix !

Quant au groupe de Bilderberg, il est encore moins connu. Et pourtant, son pouvoir est énorme. A l'instar du forum économique mondial de Davos, il s'agit d'un réseau d'influence qui, peu à peu, se transforme en une sorte de gouvernement mondial occulte mais actif, qui use de pouvoirs économiques, financiers et politiques. Fondé en 1954, et financé alors par Unilever et la CIA, le groupe Bilderberg était une organisation d'influence atlantiste dont le but officiel était d'assurer secrètement la coopération entre les Etats-Unis et les gouvernements d'Europe occidentale. Comment s'étonner que la Commission européenne soit très liée à ce système d'influences ? Il rassemble, 4 jours par an, environ 130 personnalités, dans le plus grand secret, interdiction étant faite aux participants de prendre des notes et de laisser filtrer quoi que ce soit des rencontres. Les participants (et membres) sont issus des secteurs clé de tous les pays (économie, finances, politique, médias!).

On y trouve, pour la France, le gratin de la finance et de l'entreprise, par exemple les présidents ou anciens présidents de France Telecom, d'EADS, d'AXA, Paribas, Danone... celui de Trichet, de V. Giscard d'Estaing, de Copé, Villepin ou encore de Pascal Lamy, ce cher directeur de l'OMC, qui fut Membre de l'Institute for East West Studies jusqu'en 1995 (dont le président d'honneur est G. Bush père ) chef de cabinet de J. Delors de 1984 à 1994 et qui est membre de *A gauche en Europe*, l'association fondée par Rocard et Strauss-Kahn !

Leurs décisions : elles concernent chaque habitant de la planète, puisqu'ils s'occupent aussi bien de la croissance, de guerres (il n'est pas impossible que celle d'Irak soit de leur fait), de crises boursières, ou d'alternances politiques ! Les décisions du groupe de Bilderberg sont ensuite répertoriées au G8, à l'OMC, auprès de la Commission européenne, ou simplement aux gouvernements des différents pays. Pour mémoire (et réflexion), la réunion 2006 a été consacrée aux relations euro-américaines, mais aussi à l'énergie, la Russie, l'Iran, le Moyen-Orient, l'Asie, le terrorisme et l'immigration et celle de 2007 au web et aux médias mais également à l'entrée accélérée de la Turquie dans l'Union Européenne (coïncidence ? non seulement l'hostilité de Sarkozy à l'entrée de la Turquie dans l'Europe a disparu mais le peuple français n'aura plus à se prononcer dessus par referendum !)

Bien évidemment, il n'est pas question de dédouaner les Etats de leurs responsabilités, ce sont eux qui ont créé OMC, FMI, U.E, etc. Les chefs d'Etat et de gouvernement sont responsables tout comme les Parlements nationaux qui ont accepté, peu à peu, de se voir réduits à des chambres d'enregistrement des desideratas des élites mondialisées ; certes, les groupes occultes dont il a été question ne font qu'appliquer à l'ensemble de la planète le Consensus de Washington ; instauré en 1989 d'après les préconisations de l'économiste John Willimason, il donnait la liste des dix prescriptions économiques recommandées aux pays dont les économies étaient en difficulté pour qu'ils retrouvent la croissance : réduction des déficits, peu d'impôts, libéralisation du commerce et des marchés financiers, abolition des barrières douanières, privatisations et déréglementations, réduction des déficits et des impôts ! recettes qui ont largement inspiré le Traité de Maastricht et qu'on retrouve dans le Traité de Lisbonne, malgré les premiers coups de canif dans le contrat.

En effet, en mai 2007, le Rapport mondial sur le développement de la Banque Mondiale a fait machine arrière, jugeant que

l'intervention de l'Etat dans les pays pauvres était nécessaire, notamment pour « encadrer et soutenir la paysannerie », reprenant les conclusions de Joseph Stiglitz, vice-président de la Banque Mondiale qui en a démissionné en 2000 et qui a montré en 2003 dans son livre *La grande illusion* comment le consensus de Washington a produit l'effet inverse de ses objectifs, en causant un enrichissement accru pour le Nord et des difficultés pour le Sud : *« Lorsqu'un pays s'est trouvé en crise, non seulement les fonds et les prescriptions du FMI n'ont pas réussi à stabiliser sa situation mais, dans bien des cas, ils l'ont dégradée, en particulier pour les pauvres. »*

Bref, jusqu'à présent, les recettes qu'on nous annonce comme indiscutables n'apportent que des échecs, dans les pays du Sud comme dans ceux du Nord : en Europe, par exemple, nous avons vu disparaître nos infrastructures et notre politique industrielle alors que les délocalisations se développent et que les inégalités de revenus ont augmenté de façon exponentielle tandis que dans les pays en voie de développement les aliments de base, l'eau et le lait se sont raréfiés et ont vu leurs prix augmenter.

Est-ce un hasard, d'ailleurs, si le FMI est en difficulté financière ? ses débiteurs remboursent à qui mieux mieux pour emprunter ailleurs sans être obligés d'appliquer ses directives calquées sur celles qu'on vient d'évoquer.

Nous poursuivrons cette réflexion autour du libéralisme la semaine prochaine avec « le mirage des pays nordiques ».

Pour plus de renseignements

- <http://www.syti.net/Organisations/Bilderberg.html>
- <http://fr.wikipedia.org/wiki/Bilderberg>
- [http://fr.wikipedia.org/wiki/Forum\\_%C3%A9conomique\\_mondial](http://fr.wikipedia.org/wiki/Forum_%C3%A9conomique_mondial)
- <http://www2.cnrs.fr/presse/journal/949.htm>

Christine Tasin

<http://christinetasin.over-blog.fr>